APM International
www.apmnews.com

SUJET : *INFECTIO VACCINS VIGILANCE PARLEMENT SANOFI PASTEUR-MSD*

Des députés demandent un moratoire sur les vaccins à base d'alumine

PARIS, 13 mars 2012 (APM) - Un groupe d'études sur la vaccination de l'Assemblée nationale a réclamé mardi un moratoire sur l'utilisation de l'alumine comme adjuvant dans certains vaccins.

Il s'agit de l'une des 10 recommandations rendues publiques, après une année d'auditions, par le groupe d'études à l'initiative de son président, Olivier Jardé (Nouveau centre, Somme), et de sa vice-présidente, Edwige Antier (UMP, Paris).

Le groupe a demandé un moratoire sur l'alumine au nom du principe de précaution "au vu des résultats d'un certain nombre d'études réalisées sur la migration de l'aluminium" et "en attendant de recueillir davantage de données scientifiques sur ses conséquences éventuelles, en particulier dans les cas de vaccinations d'enfants en bas âge et de vaccinations répétées".

"Sur chaque boîte, la présence ou l'absence d'hydroxyde d'aluminium devrait être clairement indiquée aux praticiens comme aux patients. Il convient, en parallèle, d'encourager la recherche de nouveaux adjuvants non neuromigrants qui pourraient, à terme, remplacer l'alumine", préconise le groupe.

Il signale que le vaccin anti-HPV Gardasil* (Sanofi Pasteur-MSD) contient "du borax, substance pour laquelle les scientifiques manquent encore de recul en ce qui concerne ses effets à long terme", sans toutefois préconiser de moratoire. Il demande juste de conduire une recherche approfondie sur les effets et l'efficacité du vaccin anti -HPV avec la publication annuelle d'un rapport sur les bénéfices/risques.

Prenant de la distance par rapport aux recommandations générales du groupe, Anny Poursinoff (Europe Ecologie-Les Verts, Yvelines) serait "plutôt favorable à une interdiction" de l'alumine plutôt qu'à un moratoire. Elle se positionne aussi pour une interdiction du borax.

De son côté, Gérard Bapt (Parti Socialiste, Haute-Garonne) propose qu'une version sans aluminium soit disponible pour chaque vaccin obligatoire.

RENDRE OBLIGATOIRE LA VACCINATION ROR

Le groupe d'études sur la vaccination de l'Assemblée nationale recommande également d'engager une réflexion sur les vaccins à rendre obligatoires.

Il demande que le vaccin contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR), qui fait actuellement l'objet de simples recommandations, soit rendu obligatoire, étant données "les récentes épidémies de rougeole ayant entraîné des décès d'adultes et de nourrissons en France".

Le groupe plaide également pour "le maintien du caractère obligatoire de vaccins même non altruistes". Les vaccins non altruistes concernent des pathologies non contagieuses. Le groupe justifie sa position par le coût financier important pour la société pour délivrer des soins aux patients qui ne seraient pas vaccinés.

Anny Poursinoff ne s'associe pas à cette recommandation relative au caractère obligatoire des vaccinations, dans la mesure où elle nécessiterait, selon la députée, "l'organisation d'un débat public participatif s'appuyant sur des données scientifiques plus complètes et systématiques".

Le groupe d'études sur la vaccination de l'Assemblée nationale ne souhaite pas en revanche rendre obligatoire la vaccination contre la tuberculose par le BCG. Mais il propose d'élargir les personnes visées par les recommandations vaccinales actuelles. "Notamment, toutes les personnes qui voyagent, même pour des séjours de courte durée, dans des pays où la tuberculose est plus répandue, devraient faire partie des publics pour lesquels la vaccination est fortement recommandée", estiment les députés.

Toujours pour le BCG, face à la difficulté de la voie intradermique, le groupe recommande la recherche d'un nouveau mode d'administration susceptible d'être appliqué à un nombre plus élevé de patient, ou, à défaut, le retour à l'administration par multipuncture.

Les députés recommandent également de faire signer aux patients qui refusent un vaccin recommandé par leur médecin traitant une décharge de responsabilité et d'éviter les vaccinations inutiles en développant le recours à des tests de sérologie et d'immunologie et en actualisant les données scientifiques relatives aux durées d'immunité.

Recommandations du groupe d'études sur la vaccination de l'Assemblée nationale

vdb/san/APM polsan
redaction@apmnews.com

VBPCD001 13/03/2012 14:05 IP ACTU

©1989-2012 APM International.